

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN MÉDECINE
(DIPLOME D'ÉTAT)

291

PAR
Jacques ETIENNE

Ancien interne de l'Infirmierie Centrale des Prisons de la Seine
Né le 15 Août 1904 à Nancy (Meurthe-et-Moselle)

**Du certificat prénuptial
obligatoire**

Président de Thèse : M. BALTHAZARD, Professeur

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS
91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1931

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Jacques ETIENNE

Ancien interne de l'Infirmierie Centrale des Prisons de la Seine

Né le 15 Août 1904 à Nancy (Meurthe-et-Moselle)

Du certificat prénuptial obligatoire

Président de Thèse : M. BALTHAZARD, Professeur

PARIS
LIBRAIRIE LE FRANÇOIS
91, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 91

1931

I. — PROFESSEURS

Le Doyen..... M. BALTHAZARD

	MM.
Anatomie	ROUVIÈRE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale	GRÉGOIRE
Physiologie	ROGER.
Physique médicale.....	STROHL.
Chimie médicale.....	DESGREZ.
Bactériologie	LEMIERRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales....	BAUDOUIN.
Pathologie médicale.....	CLERC.
Pathologie chirurgicale.....	LENORMANT
Anatomie pathologique.....	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale.....	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LEPER.
Hygiène et Médecine préventive.....	TANON.
Médecine légale.....	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	MÉNÉTRIÉR.
Pathologie expérimentale et comparée....	RATHERY.
Hydrologie thérapeutique et climatologie..	MAURICE VILLARET.
Clinique médicale.....	CARNOT.
	BEZANÇON.
	ACHARD.
	MARCEL LABBÉ.
	LEREBoullet.
	NOBÉCOURT.
	H. CLAUDE.
Hygiène et clinique de la première enfance.	GOUGEROT.
Clinique des maladies des enfants.....	GULLAIN.
Clinique des maladies mentales et des ma- ladies de l'encéphale.....	TEISSIER.
Clinique des maladies cutanées et syphi- litiques	DEL BET.
Clinique des maladies du système nerveux	CUNÉO.
Clinique des maladies infectieuses.....	LEJARS.
Clinique chirurgicale.....	GOSSET.
Clinique ophtalmologique.....	TERRIEN.
Clinique urologique.....	LEGUEU.
Clinique d'accouchements.....	COUVELAIRE.
Clinique gynécologique .. que	BRINDEAU.
Clinique chirurgicale infantile et ortho- pédie	JEANNIN.
Clinique thérapeutique médicale.....	J.-L. FAURE.
Clinique oto-rhino-laryngologique.....	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique chirurgicale.....	VAQUEZ.
Clinique propédeutique.....	SEBILEAU.
Clinique de la Tuberculose.....	PIERRE DUVAL.
Professeur sans chaire.....	SERGENT.
	LÉON BERNARD.
	MAUCLAIRE.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

	MM.
Neurologie et Psychiatrie.....	ALAJOUANINE.
Pathologie médicale.....	AUBERTIN.
Pathologie médicale.....	BÉNARD HENRI.
Physiologie.....	BINET.
Chimie biologique.....	BLANCHETIÈRE.
Pathologie chirurgicale.....	BROCQ.
Pathologie médicale.....	BRULÉ.
Pathologie chirurgicale.....	CADENAT.
Pathologie médicale.....	CATHALA.
Pathologie médicale.....	CHABROL.
Pathologie médicale.....	CHEVALLIER.
Pathologie chirurgicale.....	de GAUDART d'ALLAINES
Physique.....	DOGNON.
Pathologie médicale.....	DONZELOT.
Obstétrique.....	ECALLE.
Urologie.....	FEY.
Pathologie expérimentale.....	GARNIER.
Bactériologie.....	GASTINEL.
Pathologie chirurgicale.....	GATELLIER.
Histologie.....	GIROUD.
Pathologie médicale.....	HARVIER.
Anatomie.....	HOVELACQUE.
Pathologie médicale.....	HUTINEL.
Hygiène.....	JOANNON.
Chimie biologique.....	LABBÉ HENRI.
Parasitologie.....	JOYEUX.
Pathologie médicale.....	GUY-LAROCHE.
Oto-rhino-laryngologie.....	LEMAITRE.
Anatomie Pathologique.....	LEROUX.
Pathologie chirurgicale.....	LEVEUF.
Neuro-psychiatrie.....	LEVY-SOLAL.
Pathologie mentale.....	LIAN.
Pharmacologie.....	MERCIER FERNAND.
Histologie.....	MILLOT.
Pathologie chirurgicale.....	MONDOR.
Pathologie médicale.....	MOREAU.
Pathologie chirurgicale.....	MOULONGUET.
Pathologie chirurgicale.....	MOURE.
Histologie.....	MULON.
Anatomie Pathologique.....	OBERLING.
Anatomie.....	OLIVIER.
Médecine légale.....	PIÉDELIEVRE.
Obstétrique.....	PORTES.
Pathologie chirurgicale.....	QUÉNU.
Physiologie.....	RICHTER Fils.
Dermatologie et syphiligraphie.....	SÉZARY.
Pathologie médicale.....	VALLÉRY-RADOT.
	(Pasteur)
Obstétrique.....	VAUDESCAL.
Ophtalmologie.....	VELTER.
Histologie.....	VERNE.
Obstétrique.....	VIGNES.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

POUR LE SERVICE DES EXAMENS

	MM.
Pharmacologie	BUSQUET.
Obstétrique	GUENIOT.
Parasitologie	LEQUEUX.
Physique	NEVEU-LEMAIRE.
Histologie	ZIMMERN.
	DEMELIN.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE

(ANNEXE)

A TITRE PERMANENT

	MM.
Clinique médicale	ABRAMI.
Clinique médicale	CHIRAY.
Clinique médicale	DEBRÉ.
Clinique médicale	DUVOIR.
Clinique médicale	FIESSINGER.
Clinique chirurgicale	HEITZ-BOYER.
Clinique médicale	LAIGNEL LAVASTINE
Clinique chirurgicale	LÉRI.
Clinique chirurgicale	AUVRAY.
Clinique chirurgicale	BASSET.
Clinique chirurgicale	CHEVASSU.
Clinique chirurgicale	MATHIEU.
Clinique chirurgicale	MOCQUOT.
Clinique chirurgicale	PROUST.
Clinique chirurgicale	SCHWARTZ.
Clinique chirurgicale	LE LORIER.
Clinique chirurgicale	LEVY-SOLAL.
Clinique obstétricale	METZGER.

V. — CHARGÉS DE COURS

	MM.
Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adultes	MAUCLAIRE, agrég.
Stomatologie	FREY.
Education physique	CHAILLEY-BERT.
Radiologie clinique	LEDoux-LEBARD.
Puériculture	WEILL-HALLÉ.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MA GRAND'MÈRE

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

Auxquels je dois tant, en témoignage de profonde affection et de reconnaissance.

A MON ONCLE LE COLONEL CH. ETIENNE

ET A MA TANTE

A mon Président de thèse

Monsieur le Professeur BALTHAZARD

DOYEN DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

PROFESSEUR DE MÉDECINE LÉGALE A LA FACULTÉ

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*Qui nous a fait le très grand hon-
neur d'accepter la présidence de
cette thèse.*

A Monsieur le Docteur DERVIEUX

CHEF DES TRAVAUX DE MÉDECINE LÉGALE A LA FACULTÉ

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*Qu'il veuille bien trouver ici l'ex-
pression de nos remerciements
pour les précieux conseils qu'il
nous a donné.*

A Monsieur le Docteur THOUVENEL

MÉDECIN-CHEF DE L'HOPITAL CENTRAL DES PRISONS
DE LA SEINE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*De qui nous avons été l'interne
pendant deux ans.*

A mes Maîtres dans les hôpitaux de Paris

M. le Professeur OMBRÉDANNE.

M. le Docteur Louis RAMOND.

M. le Docteur LEVANT.

M. le docteur MACÉ.

M. le Docteur HARET.

A mes Maîtres de la Faculté.

Meis et amicis.

INTRODUCTION

En ce siècle réellement merveilleux où la Science a réalisé les rêves de Jules Verne, en ce siècle éblouissant où l'aéronautique naissante étudie sérieusement la possibilité non plus seulement de messages, non plus seulement de communications, mais de voyages interplanétaires, nous sera-t-il permis, à nous qui sommes à l'âge où l'inexpérience de la lutte pour la vie laisse encore un peu de place à la rêverie, d'émettre ici une hypothèse, anticipation d'aujourd'hui, réalité peut-être de demain?

Supposons donc un instant que la lune ou Mars soient habitées et que les Terriens puissent échanger avec leurs mystérieux habitants des messages, vraisemblablement emplis de part et d'autre de légitimes questions. De même que nous serions anxieux de savoir — et ce serait peut-être le premier questionnaire que nous adresserions à nos correspondants — comment ils se reproduisent et comment ils ont résolu le problème du mariage et de la famille, de même, réciproquement, ils nous diraient selon toute vraisemblance :

— Et chez vous, ô nobles Terriens, dont les savants ont su lire les indéchiffrables hiéroglyphes de vingt mille ans, faire, dans les enfers, frissonner Icare en matérialisant sa folle ambition, découvrir et capter les

ondes lumineuses ou sonores qui franchissent les mers, traversent les montagnes et les nuages, vous dont l'âme généreuse s'est préoccupée, dans sa sollicitude étendue à tous les êtres de la création, de l'amélioration de la race chevaline et de la race canine, quels miracles avez-vous accomplis et réalisés, tant pour l'amélioration de la race humaine que pour la fondation logique et raisonnée de ces foyers domestiques, qui constituent le « laboratoire » où elle se reproduit ?

Et là peut-être, avec beaucoup moins de fierté nous devrions leur répondre, nous du moins, Français :

— De grâce et par pitié pour notre civilisation, n'insistez pas trop sur ce domaine, pourtant primordial, dans lequel nous n'aurons point, comme en d'autres, porté le flambeau susceptible de dissiper les ténèbres et leurs agents de tout ordre qui sont les ennemis de la vie.

Sans doute, hélas ! avant de marier sa fille, un honnête père de famille de chez nous se soucie noblement de sauvegarder sa dot, en la faisant passer devant le notaire, avant de la faire signer devant le maire, mais l'idée ne lui est point encore venue de sauvegarder cet autre capital qui s'appelle la santé, plus précieux peut-être encore pour la future épouse, pour la future maman, pour les futurs enfants, en la faisant passer aussi, préalablement, quelques minutes devant le médecin !

Est-ce à dire pourtant qu'il faille désespérer à jamais de voir se réaliser semblable réforme, commandée par la simple intelligence et souhaitée par le professeur Richet quand il s'étonne qu'il faille subir l'épreuve d'un conseil de révision pour être reconnu apte à balayer la cour d'une caserne, mais qu'on ait le droit de

fonder une famille, de procréer légitimement, sans avoir passé le moindre examen médical préalable?

Notre génération a tout de même — et c'est peut-être un des rares bienfaits de la guerre d'en avoir accéléré le mouvement — fait éclater, dans le domaine sexuel, le corset d'hypocrisie millénaire qui, jusqu'à l'aurore de ce siècle a opprimé et opprimé l'humanité entière. Dans une spirituelle causerie, Louis Forest se félicitait récemment d'être parvenu après dix ans de lutte à pouvoir maintenant employer dans les grands quotidiens le mot de « *sypphilis* », et nous sommes parvenus en l'espace d'un lustre, si loin des « *Avariés* » d'Eugène Brieux, que ce mot honni de *sypphilis* s'étale aujourd'hui, remplaçant sur une affiche illustrée les cheveux-serpents des Erinnyes, sur les murs de toutes les gares du Métropolitain de Paris.

Bien plus, comme nous sommes, par essence un peuple bien latin, qui n'a peut-être pas toujours le sens très exact de la mesure, la dernière « Foire du Trône », comme celle de Neuilly nous ont montré au milieu de baraques foraines où l'on exhibe « la femme poisson » où « le veau à trois têtes », un établissement bien plus perfectionné, sans doute et, en tous cas, bien plus officiel que la devanture en style 1900 de tous les pseudo musées Dupuytren ou autres: c'est une majestueuse baraque de l'*Office national de propagande et d'hygiène sociales*, dépendant du ministère de la Santé publique et doté, chaque année, dans le budget national d'un crédit d'une vingtaine de millions de francs.

Si l'on rapproche de ces deux petits faits (qui doivent constituer, pour l'observateur de nos mœurs, un signe caractéristique des temps) ces autres considéra-

tions que, d'une part il s'est tenu, dans le monde entier, rien que dans le courant de l'année dernière, sept Congrès internationaux exclusivement consacrés à la question sexuelle, et que, d'autre part, malgré la condamnation de la Congrégation du Saint-Office et malgré la dernière et toute récente Encyclique du pape, l'*Association du Mariage chrétien* vient de publier avec « *l'imprimatur* » de l'Archevêché de Paris, un nombre imposant de livres et de brochures consacrés soit à l'Eugénique, soit à l'éducation sexuelle, on conviendra que nos contemporains apparaissent d'autant plus curieux de se pencher sur l'étude de ces graves problèmes qu'elle leur a été précisément plus longtemps quasi-interdite. Bien mieux, la grande presse elle-même dont je parlais il y a un instant et jadis à la fois si pudibonde et si frivole, ne craint plus, soudain, d'exposer au grand public, plus éclairé, la grave question du certificat prénuptial devant le Parlement et devant l'Opinion; et, après « l'Œuvre », c'était récemment « le Journal » qui consacrait un long article à la généreuse initiative de M. le Professeur Couvelaire, à l'Hôpital de la Maternité.

Me pardonnera-t-on d'avoir ici pensé que les salles de thèses de la Faculté de Médecine de Paris se prêtaient peut-être pourtant mieux à l'examen de telles questions que les tréteaux de la foire du Trône ou de la fête de Neuilly. C'est avec l'espoir que tel sera l'avis des maîtres éminents qui ont bien voulu nous faire l'honneur de présider notre thèse, et sous leurs auspices que nous voudrions tenter ici la mise au point d'un problème d'une importance, en effet, cardinale pour la race.

Dans cette étude nous ferons en un premier chapitre un bref historique de la question.

Nous étudierons dans un deuxième chapitre les législations étrangères concernant le certificat prénuptial.

Enfin, dans une troisième partie nous présenterons les arguments qui nous paraissent militer en faveur de l'établissement d'une institution qui nous fait évidemment défaut, nous passerons en revue les maladies que le certificat prénuptial devrait particulièrement viser, nous examinerons ensuite les objections de différents ordres que son application pourrait faire naître.

Nous tirerons de là les conclusions auxquelles nous conduisent à la fois l'examen dont nous venons de parler, et nos méditations.

Les voir approuvées par nos Maîtres serait notre plus haute ambition et la plus heureuse consécration de cette fin de notre carrière d'étudiant.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

La recherche des moyens propres à améliorer ou tout au moins à protéger la race humaine remonte aux temps les plus reculés.

L'antique législation hindoue qui, selon le docteur Cazalis « humilie nos codes » édictait que « l'homme des trois premières classes, en cherchant une femme, doit éviter les familles, quelles que soient leur richesse où leur puissance, où l'on néglige la religion, celles qui ne produisent pas d'enfants mâles *ou qui sont affligées de maladies héréditaires comme la phtisie, l'épilepsie, la lèpre, l'éléphantiasis. Des mariages irréprochables naît une postérité irréprochable, des mariages répréhensibles, une postérité misérable, on doit donc les éviter* ». La loi du Manou, livre IX stipule que « si un homme donne en mariage une fille ayant quelque défaut, *sans en prévenir*, l'époux peut annuler l'acte du méchant qui lui a donné cette jeune fille ».

Dès l'an 500 avant Jésus-Christ, le poète grec Théogius faisait cette remarque pleine d'amertume : « quand

il s'agit de porcs, ô Kurmis, nous cherchons à nous procurer une race pure, sans vices ni défauts qui nous donne des produits sains et vigoureux. Dans les mariages que nous voyons aujourd'hui, il en est tout autrement. Les hommes se marient avec l'argent. Ne vous étonnez donc pas, mon ami, que la race humaine dégénère de plus en plus! »

Ces paroles, bien que vieilles de vingt-cinq siècles, ne constitueraient pas hélas un anachronisme dans la bouche d'un eugéniste moderne!

Les Grecs, néanmoins, se débarrassaient de tous les enfants mal conformés ou tarés en les noyant dans l'Eurotas, et, d'un autre côté imposaient le mariage aux jeunes gens remarquables par la beauté de leurs formes.

En France, les lois carolingiennes considéraient l'impuissance comme un obstacle au mariage, l'Eglise elle-même dès le xiii^e siècle reconnaissait sa nullité en cas d'impuissance, aussi bien de la femme que du mari; plus tard au xviii^e siècle la loi interdisait le mariage aux sourds-muets: c'était déjà au moins s'opposer à la création de quelques ménages malheureux; maintenant... la loi ne prévoit plus aucun obstacle, quel que soit l'état de santé des fiancés! Au xix^e siècle, Fodéré posa à nouveau le problème de la sélection de la race et dans son traité de médecine légale qu'il écrivit en 1815, il affirma que, le plus sûr moyen de débarrasser l'espèce humaine de tant de maladies serait d'interdire le mariage à tous ceux qui en seraient affectés ».

En 1847, dans son « traité philosophique et physiologique de l'hérédité, Prosper Lucas écrivait que « A l'instar de plusieurs législations antiques, les législations modernes devraient déclarer des incapacités physiques de mariage et frapper de nullité tout mariage

où on les aurait dissimulés. Il se commet en ce genre les plus odieux abus... »

Vers la fin du règne de Louis-Philippe, un député de la Vendée, le comte du Chaffaut présenta un projet de loi interdisant le mariage aux syphilitiques, scrophuleux, poitrinaires et aux infirmes. Cette proposition bien que vivement défendue par Lamartine, Thiers et Arago ne fut pas prise au sérieux, et fut rejetée par le Parlement.

En 1858, Diday de Lyon, demanda que tout fiancé soit tenu de présenter au maire, un certificat médical, le jour de son mariage. Quarante-deux ans plus tard, le docteur Cazalis, inspiré par le professeur Pinard publia un livre « Science et Mariage » où il préconisait l'examen prématrimonial, ceci afin de protéger la femme, la famille et la race contre les maladies héréditaires. « Un jour viendra peut-être, disait-il, où les deux familles avant de décider un mariage mettront en présence leurs deux médecins et où ceux-ci auront le pas sur les notaires, comme les questions de santé le devraient prendre sur les questions d'argent. »

La société de prophylaxie sanitaire et morale, en 1903, mit pour la première fois à l'ordre du jour la question du certificat prénuptial, mais elle ne demandait pas qu'on en fit une obligation légale. Vingt ans plus tard, à la même société le professeur Gougerot émit le vœu suivant :

1^o Que le certificat médical avant le mariage se généralise.

2^o Qu'une propagande active soit faite dans ce but.

3^o Que, le plus tôt possible une loi rende obligatoire ce certificat.

La même année M. Louis Forest faisait adopter par le Conseil général de Seine-et-Oise un vœu demandant l'obligation légale du certificat prénuptial.

Enfin en 1926, le professeur Pinard soumit au Parlement un projet de loi ainsi conçu :

« Tout citoyen français voulant contracter mariage ne pourra être inscrit sur les registres de l'Etat-Civil que s'il est muni d'un certificat médical, daté de la veille, attestant qu'il ne présente aucune maladie contagieuse. »

La Chambre chargea une Commission d'examiner cette proposition; un rapport fut présenté par M. Niccollet, député: celui-ci insista particulièrement sur l'importance et l'utilité de cette loi, il en exposa tous les avantages, réfuta toutes les objections; mais le Parlement en ajourna la discussion, malgré les contre-propositions de MM. Duval-Arnould et Guérin, qui d'ailleurs ne parurent pas à l'officiel, le professeur Pinard ayant retiré sa proposition de loi devant l'impossibilité de la discuter.

Ainsi, il y a quatre ans seulement, cette loi cependant vitale pour le pays n'a pas su retenir l'attention de nos députés; la louable tentative du professeur Pinard avait échoué, le Parlement s'était désintéressé de la sélection et de la sauvegarde de la race, alors que vingt-cinq siècles plus tôt la plupart des peuples de l'antiquité, ainsi que nous l'avons vu, avaient édicté des lois pour l'amélioration de la race: singulier progrès!

Et aujourd'hui nos représentants sauront-ils enfin comprendre que l'examen prénuptial est une mesure eugénique hautement désirable, susceptible d'assainir

la vie sociale et de réaliser une prophylaxie efficace des dégénérescences et des contaminations de la race? De nombreux ouvrages ont paru à ce sujet depuis quelques années, espérons qu'ils achèveront de convaincre le Parlement et tout le peuple français en général, de la nécessité d'une telle institution.

Puisse cette courte étude y contribuer quelque peu, c'est notre plus cher désir et notre seule ambition.

CHAPITRE II

LE CERTIFICAT PRÉNUPTIAL A L'ÉTRANGER

Nous étudierons d'abord les lois, imposant un examen médical prénuptial, qui sont actuellement en vigueur dans les pays scandinaves (Norvège, Suède, Danemark), aux Etats-Unis et en Turquie.

Puis nous jetterons un rapide coup d'œil sur les projets de loi qui ont été discutés dans différents pays étrangers.

PREMIÈRE PARTIE

Législations étrangères sur l'examen prénuptial.

A) *Pays scandinaves*

A tout seigneur, tout honneur, comme ces pays sont ceux qui, durant ces dix dernières années, ont apporté à leur législation matrimoniale les modifications les plus heureuses, nous les mentionnerons en première ligne.

La Suède, par sa loi du 11 novembre 1915 impose l'examen médical avant le mariage. La loi du 11 juin

1920 interdit le mariage à toute personne atteinte d'aliénation mentale, d'épilepsie endogène ou de maladie vénérienne à sa période contagieuse. Elle laisse toutefois au roi la possibilité de lever cette interdiction.

La même loi stipule que le mariage peut être annulé à la demande d'un des époux si « sans qu'il en ait eu connaissance, son conjoint au moment de la célébration du mariage, était atteint, d'épilepsie, de maladie vénérienne contagieuse, de lèpre ou d'impuissance ». Toute fausse déclaration peut entraîner une pénalité de deux ans de prison.

La Norvège, par sa loi du 31 mai 1918, rend également obligatoire l'examen prématrimonial. Elle considère comme un empêchement absolu au mariage l'aliénation mentale et la syphilis à la période contagieuse. Mais, pour les autres maladies vénériennes, même en période contagieuse, de même qu'en cas d'épilepsie, elle permet le mariage, à condition toutefois que l'autre conjoint soit mis au courant de l'existence de ces maladies et que les deux fiancés soient informés par un médecin des dangers qu'ils courent, eux et leur descendance.

La même loi délie le médecin du secret professionnel, lorsqu'il s'agit de donner un avis aux autorités compétentes, pour empêcher la conclusion d'un mariage prohibé par la loi.

Les sanctions prévues vont jusqu'à deux années d'emprisonnement.

Le Danemark: la loi danoise quoique plus récente que celles des deux précédents états est moins complète: elle ne contraint pas les futurs époux à fournir un cer-

tificat prénuptial à l'officier d'Etat-civil, elle n'interdit le mariage pour aucune affection, mais elle impose pour chacune une déclaration au fiancé sain. Comme en Norvège les deux candidats doivent être informés par un médecin des risques qu'ils courent et font courir à leur descendance.

En somme, les lois scandinaves, bien que loin d'être sans défauts, marquent cependant un grand pas vers le progrès: la plus parfaite des trois, la loi norvégienne semble déjà donner satisfaction et être particulièrement éducative.

B) *Etats-Unis*

C'est en Amérique que germa le premier projet et que fut conçue la première réalisation du certificat prénuptial. Mais avant d'arriver aux lois actuelles, les Américains commencèrent par développer l'idée de l'hérédité: « La qualité et le nombre des enfants étant souvent contradictoires, il importe de restreindre la production des dégénérés, des anormaux, aussi cette production doit être enrayée soit par une large diffusion des moyens anti-conceptionnels, soit par la stérilisation. »

C'est à cette solution plus radicale, que se rallièrent les Américains.

La stérilisation consiste dans les moyens artificiels employés par la Société pour rendre inféconds les géniteurs de l'un ou l'autre sexe. Telle qu'elle est pratiquée, la stérilisation n'est pas l'impuissance: si elle empêche l'homme et la femme de procréer, elle n'enlève pas le désir, ni la possibilité d'*accomplir* l'acte génital. On pratiquait autrefois la vasectomie ou la

salpingectomie: on préfère utiliser aujourd'hui les propriétés des rayons X, qui arrêtent la spermatogénèse et l'ovogénèse.

Cette institution, fut adoptée dans l'Etat d'Indiana dès 1907. puis par 23 autres états. Les moralistes se sont violemment élevés contre la stérilisation à laquelle ils reprochent de favoriser les rapprochements sexuels irréguliers, en enlevant à l'homme la peur de la paternité, à la femme, celle de la grossesse.

Les Américains ont vite compris que cette mesure ne répondait qu'à un seul côté de la question, et qu'il fallait intervenir au moment du mariage. Aussi, dès 1913, 11 états ont édicté des lois concernant le certificat pré-nuptial.

Le Colorado, l'Arkansas et la Californie admettent la nullité de l'union contractée par des personnes atteintes d'incapacités physiques ou mentales avant le mariage. Dans certains cas, ils rendent obligatoire la stérilisation des criminels et des idiots. Il en est tout de même dans les états de Delaware, Columbia, Georgie, Hawaï, Idaho, Iowa, Indiana, Kansas, Kentucky et Maine.

Le Connecticut, le Kansas, le New-Hampshire et le Minnesota réputent criminel le mariage des imbéciles et des épileptiques, *mais seulement quand la femme est âgée de moins de 45 ans.*

Cette mesure atteste clairement que les législations américaines ont surtout en vue la protection de la race. La loi de l'état de Nebraska qui exige la stérilisation pour permettre le mariage des personnes atteintes de différentes infections qu'elle indique, en est une autre preuve.

Dans l'état de New-York, enfin, chaque fiancé doit

signer en demandant sa licence de mariage la formule suivante :

« Je n'ai jamais à ma connaissance, été atteint d'une affection vénérienne, ou si j'en ai été atteint, j'en suis guéri comme le prouvent des examens de laboratoire. »

Nous le croyons, les états que nous venons de citer ne demandent pas à tous un certificat prénuptial, cependant, les lois qu'ils ont édictés n'en ont pas moins une grosse valeur éducative.

Par contre, dans le Wisconsin, le Washington, l'Orégon, la Dakota du Nord, l'Alabama, la Caroline du Nord, le Wyoming et la Louisiane, le certificat prénuptial est obligatoire. Il y a des variantes dans les exigences mais partout *l'homme* doit subir l'examen au point de vue vénérien, *la femme* au contraire n'est jamais tenue de se soumettre à un examen médical destiné à déceler l'existence de maladies vénériennes.

En ce qui concerne le secret professionnel, la plupart de ces états non seulement en délie le médecin mais *oblige* celui-ci à dénoncer au Bureau de la Santé de l'Etat toute personne atteinte d'une infection sexuelle.

Voici la teneur de la loi de 1907 dans le Wisconsin :

« 1^e Tout médecin qui soigne ou traite une personne atteinte de blennorragie ou de syphilis dans une période contagieuse, devra en avertir par écrit le Bureau de Santé de l'Etat, à l'époque, et de la manière qui lui sera indiquée, en spécifiant l'âge, le sexe de la personne ainsi que la maladie dont elle est affligée. »

« 2^e Tout médecin traitant des individus atteint de maladies vénériennes devra les instruire du danger qu'il y a à transmettre leurs maladies, et les prémunir contre le mariage, tant que l'infection sera contagieuse. »

« 3^e Quand une personne atteinte de blennorrhagie ou de syphilis cesse de se soigner avant que la maladie ne soit plus contagieuse ou quand un individu atteint de ces affections dans une phase contagieuse, refuse de se soigner, le médecin le désignera incontinent au Bureau de Santé de l'Etat, spécifiant son âge, son sexe, sa condition conjugale, et la nature de sa maladie. Le Bureau de la Santé de l'Etat, sans délai devra prendre les dispositions qu'il jugera nécessaires pour confier la personne à une Institution du Département ou de l'Etat, afin qu'elle subisse le traitement jusqu'à ce qu'elle ne soit plus contagieuse, et elle ne sera libre qu'à ce moment, à moins qu'avant, la Bureau de Santé n'ait jugé que les précautions prises, grâce à un traitement convenable étaient suffisantes. »

Comme on le voit, la santé publique est très protégée dans le Wisconsin; en effet, à moins de ne pas consulter un médecin, tout individu infecté est obligatoirement soigné.

Les législations américaines sont donc, à certains égards, plus exigeantes que les lois scandinaves. Ces dernières, cependant, tout en n'ayant pas imposé directement le certificat prénuptial protègent plus la race: elles exigent que tout fiancé, *sans distinction de sexe* se déclare sain physiquement et mentalement; en cas de fausses déclarations, elles punissent sévèrement. Dans ces états, l'homme comme la femme est protégé contre plusieurs infections, et particulièrement contre la syphilis.

C) *La Turquie*

La loi turque du 5 février 1921, qui impose le certificat prénuptial a surtout pour but d'enrayer la syphilis. Dans le cas d'autres maladies telles que la tuberculose et la lèpre, la loi turque n'interdit jamais le mariage, mais elle exige que les fiancés soient avertis des dangers que leur fait courir une telle union.

Comme certains états d'Amérique, la Turquie envisage seulement dans ses lois la protection de la race: du moment qu'elles ne retentissent que très rarement sur la descendance et bien qu'elles fassent courir de grands risques à l'autre conjoint, la tuberculose, la blennorrhagie, la lèpre, etc..., ne sont pas un obstacle au mariage. Les lois turques, plus sévères et plus justes que celles des Etats-Unis, exigent *des deux fiancés* un certificat médical.

DEUXIÈME PARTIE

Les projets de loi dans les différents pays d'Europe

En dehors des pays scandinaves, des Etats-Unis et de la Turquie, qui ont, pour le certificat prénuptial une législation bien établie, beaucoup d'autres pays étrangers ont discuté des projets de loi ayant trait à l'examen médical prématrimonial. Nous allons jeter un rapide coup d'œil sur ce qui a été fait et dit de plus intéressant.

En Allemagne: la loi de 1920 stipule que les candidats au mariage doivent être incités à se faire examiner

médicalement. Il existe des consultations prénuptiales. Récemment le Conseil supérieur de l'Hygiène a préconisé le certificat médical obligatoire d'aptitude au mariage, qui ne devrait être communiqué qu'aux deux futurs époux. En cas d'avis défavorable, il se bornerait à constater qu'il existe un empêchement « d'ordre hygiénique » au mariage, sans aucune précision. Les fiancés pourraient passer outre s'ils le désiraient.

Le certificat, qui ne devrait pas dater de plus d'un mois, ne pourrait être délivré que par des médecins spécialisés les « Ehegerater » ou conseillers matrimoniaux.

En Autriche: des consultations prénuptiales fonctionnent.

En Belgique: la plupart des projets élaborés jusqu'à ce jour sont contre le certificat prénuptial *obligatoire*. La Société belge d'Eugénique et la Croix-Rouge de Belgique déclarent « que dans l'état actuel des mœurs, il ne peut être question, sans empiéter lourdement sur les droits individuels, d'imposer l'examen médical pré-matrimonial, d'en faire une obligation. Toutefois elles demandent qu'il soit facultatif et que l'attention du public soit attirée sur sa nécessité. »

Les bureaux de l'état-civil distribuent le tract suivant que je ne peux m'empêcher de reproduire: « Si vous n'êtes pas bien portants tous les deux votre union ne sera ni prospère ni heureuse, car la maladie du mari entraîne la misère et celle de la femme le désordre du foyer. De plus certaines affections se transmettent d'un époux à l'autre et de ceux-ci aux enfants.

Il faut donc, avant de vous marier, demander à un

médecin qui ait votre confiance, de vous examiner complètement et de vous donner son avis que vous vous communiquerez l'un à l'autre. Votre responsabilité serait grande si vous négligiez cette précaution et vous pourriez en être cruellement punis en vous-mêmes et dans vos futurs enfants.

« Les médecins sont tenus au secret par la loi; ils ne peuvent, sans votre autorisation formelle, répéter à qui que ce soit ce que vous leur avez dit ou ce qu'ils auront constaté au cours de leur examen.

« Si votre médecin vous conseille de remettre votre mariage en raison de votre état de santé, écoutez la voix de la sagesse et de votre conscience. Sans doute votre désappointement sera grand, mais il sera bien plus grand encore si l'union, dont vous attendiez le bonheur devenait, par votre propre imprudence une source de chagrins et de maux pour vous et vos enfants.

« Dans la majorité des cas, d'ailleurs, le médecin pourra vous donner un avis favorable, et c'est avec d'autant plus de confiance que vous réaliserez le projet qui vous est cher. »

Les fiancés sont libres de suivre ou non le conseil qui leur est donné.

Il est évident que cette loi présente un grand intérêt et que la valeur éducative de ces tracts est considérable: l'attention des ignorants est attirée sur les dangers de certaines maladies au moment du mariage, elle leurs montre que leur responsabilité est gravement engagée. Seuls les criminels restent sourds à cet appel. Mais leur nombre est heureusement restreint ainsi que l'ont démontrée quelques statistiques.

En Italie: le Parlement médical fasciste a adopté l'ordre du jour suivant. « Il est obligatoire que tous les officiers d'Etat-civil de toutes les communes exigent des époux un certificat médical sans lequel le mariage ne pourra être célébré. »

Il existe des consultations prénuptiales gratuites.

En somme l'œuvre législative ou projetée à l'étranger pour l'examen prénuptial est très diverse et rien ne démontre mieux les difficultés du problème.

En France on fit également quelques projets: nous avons parlé tout à l'heure de la proposition de loi du professeur Pinard, des contre-propositions de MM. Duval-Arnould et Guérin, des vœux des Conseils Généraux de la Seine-et-Oise et du Doubs, et de ceux de la Société française d'Eugénique, mais aucune suite officielle n'a été donnée jusqu'à présent à ces différentes propositions.

Le Gouvernement restant inactif et la conservation de la race préoccupant de plus en plus les Eugénistes, des initiatives privées ont conçu quelques réalisations dont la plus intéressante est celle du professeur Couvelaire.

En mai 1930, celui-ci créa, à la clinique Baudelocque, dans son service de la Maternité de Paris, boulevard de Port-Royal, la première consultation, qui depuis lors fonctionne régulièrement et est ouverte aux personnes des deux sexes, qui désirent être renseignées

sur leur état de santé en vue du mariage. Ces consultations sont assez régulièrement suivies, bon nombre de candidats viennent y subir un examen médical. Ceci prouve bien que *le* peuple français a compris l'utilité ou plutôt la nécessité d'une telle pratique.

Le professeur Couvelaire, dans son cours inaugural de l'année scolaire 1930-1931, qui fut consacré à l'Eugénique a montré l'utilité de cette consultation, puisse-t-elle contribuer à faire entrer encore plus profondément dans les mœurs, l'habitude de se soumettre à un examen médical avant le mariage, en attendant qu'une loi rende, bientôt nous l'espérons, cette pratique obligatoire.

CHAPITRE III

L'EXAMEN PRÉNUPTIAL EN FRANCE

En France tous les projets de loi discutés jusqu'à ce jour ont échoué. Rien d'officiel, concernant le certificat prénuptial n'a été fait. Or il est grand temps d'instituer cette pratique dans le plus bref délai possible.

Nous avons étudié les différentes lois étrangères : lois scandinaves, lois des Etats-Unis et loi turque qui imposent l'examen médical prénuptial.

Nous avons cité la proposition de loi du professeur Pinard et celles, non moins intéressantes de MM. Duval-Arnould et Guérin. De tout cela quel est le système que nous devons adopter pour protéger la génération de demain ?

Nous répondrons d'abord aux principales objections qui ont été faites au certificat prénuptial. Puis nous passerons en revue les différents états pathologiques qui constituent une contre-indication temporaire ou définitive au mariage. Enfin nous ferons l'étude critique

de la question de l'examen prénuptial en France et nous indiquerons ce que devrait être la loi qui, à notre avis, protégerait la race avec le maximum de chances possibles.

PREMIÈRE PARTIE

Objections au certificat prénuptial.

L'application d'une loi exigeant des candidats au mariage un certificat prénuptial, n'ira pas sans soulever de nombreuses objections qui viseront, soit son obligation légale, soit les difficultés de cette application, soit enfin son principe lui-même.

Objections d'ordre social

A) Le caractère obligatoire du certificat prénuptial apportera une entrave sérieuse au mariage: elle aura pour conséquences une recrudescence de la prostitution et une augmentation du nombre des unions libres, enfin la crise de dénatalité s'accroîtra encore.

Ces objections sont sérieuses: il n'est pas douteux que l'interdiction du mariage ne supprimera pas le besoin sexuel, elle n'empêchera même peut-être pas deux corps qui s'aiment de se rapprocher en dehors de l'union légitime. Mais à ce moment-là, les deux amants auront été prévenus des risques qu'ils courent ou qu'ils font courir à leur partenaire et ils ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes s'ils se trouvent contagionnés ou si une descendance tarée naît de leur union.

Il en résultera une augmentation de la dépopulation: mais est-ce un mal que d'empêcher la naissance de rachitiques, de syphilitiques héréditaires, d'individus tarés

qui se serviraient qu'à peupler les prisons et les asiles? Certains pays ont même adopté des solutions plus radicales: vingt trois états d'Amérique ont promulgué des lois ordonnant la castration des indésirables.

D'autre part, en Angleterre, si la limitation des naissances (le « Birth-control ») n'est pas une institution officielle, il existe néanmoins des cliniques, qui se présentent au public comme des établissements de bienfaisance et qui ont pour but d'indiquer aux femmes les moyens à employer pour avoir des enfants sains et beaux ou au contraire ceux qui leur permettront de rester temporairement ou définitivement stériles. Mais, nous dit M. Crétinon, parmi les consultantes, on devinera que bien rares sont celles qui viennent demander des conseils aux fins d'enfanter: la statistique d'une de ces cliniques présente en effet 166 de ces cas contre 4.384 de stérilité désirée.

A notre avis la stérilisation aussi bien que la limitation des naissances tout en trouvant leur origine dans une logique conception ne peuvent être acceptées sans que président à leur application des sentiments humanitaires et essentiellement moraux.

Enfin à ceux qui disent que l'obligation du certificat prénuptial contribuerait dans une large mesure à faire diminuer la quantité des unions légitimes, nous répondrons qu'en Suède où cette institution est en vigueur, on a observé non pas une diminution, mais au contraire une augmentation très appréciable du nombre des mariages.

— Les statistiques *saisissantes* publiées par M^{me} Laure Biardeau le prouvent:

Pays où il n'y a pas d'examen prénuptial obligatoire.

Italie

1923	350.969 mariages
1924	320.834 —
1925	307.145 —

Belgique

1923	79.786 mariages
1924	80.088 —
1925	74.761 —

Suisse

1923	29.561 mariages
1924	28.510 —
1925	28.110 ..

France

1923	356.501 mariages
1924	355.920 —
1925	353.167 —

En Suède où le certificat prénuptial est obligatoire depuis 1920.

1911	32.614 mariages
1914	32.932 —
1920	42.918 —
1924	37.484 —
1926	38.399 —

Ces statistiques se passent de commentaires.

B) On dira aussi que le certificat prénuptial ne protégera pas les enfants illégitimes et qu'il n'empêchera pas toutes les conceptions tarées.

Il est en effet bien certain qu'on ne pourra empêcher la naissance des enfants qui seront le fruit des unions libres, pas plus qu'on ne pourra éviter l'action néfaste des blastotoxies sur les enfants conçus par des parents malades ou intoxiqués, par l'alcool surtout.

Cette objection est sans portée: en effet si le certificat prénuptial ne peut s'opposer aux unions libres, ni empêcher la naissance d'enfants illégitimes, ce n'est pas une raison pour priver les enfants légitimes de la prophylaxie bienfaisante de cette institution.

Objections d'ordre sentimental

L'examen prénuptial obligatoire froissera certains sentiments respectables, a-t-on objecté. Mais c'est une habitude à prendre, et si, au début cette mesure semble pénible à certaines jeunes filles, une fois qu'elle sera entrée dans les mœurs, cela semblera tout naturel: il en est ainsi dans les pays scandinaves.

D'ailleurs songe-t-on maintenant à critiquer la nécessité de l'examen médical imposé pour le service militaire? les femmes qui désirent entrer dans certaines administrations, ou qui, victimes d'un accident doivent se soumettre à une expertise, celles qui veulent contracter une assurance sur la vie, ne se prêtent-elles pas volontiers à l'examen médical obligatoire?

Les adversaires du certificat prénuptial lui apposent, toujours dans le domaine sentimental un argument très sérieux, cette fois. Ils envisagent les répercussions sociales et familiales qui résulteront de la rupture des

fiançailles à la suite de l'intervention du médecin, surtout si celle-ci n'a lieu que quelques jours avant le mariage. En effet dans les cas où l'indispensable certificat sera refusé « il faudra, au dernier moment décommander les cérémonies religieuses et civiles, prévenir les invités, remettre le dîner, renvoyer peut-être les cadeaux. Les conséquences sociales éloignées seront tout aussi graves; en dehors des railleries et malveillances que provoquera certainement la rupture ou l'ajournement du mariage, elle entraînera de pénibles conflits familiaux, voire des poursuites judiciaires. » (1)

A elle seule cette objection constituerait un gros obstacle à l'application du certificat prénuptial, mais elle perd toute sa portée si, contrairement au vœu du professeur Pinard, l'examen médical est pratiqué, non plus la veille du mariage, mais la veille des fiançailles ou tout au moins quinze jours à un mois avant le mariage, ainsi que nous l'envisagerons tout à l'heure.

Objections d'ordre médical

Ce sont les plus importantes et quelques-unes d'entre elles posent des problèmes extrêmement difficiles à résoudre.

A) *Le certificat prénuptial n'apportera pas une sécurité absolue*: il est en effet des diagnostics qui peuvent échapper au médecin le plus averti: syphilis sans lésions visibles avec réaction de Wassermann négative (ces cas sont relativement fréquents), cancer latent, tuberculose au début sans aucun signe pulmonaire, cyclothymie à la période de lucidité relative, etc...

(1) Rapport de MM. Vervack et Leclercq au Congrès de Médecine légale.

D'autre part, le sujet lui-même, désirant que le mariage soit célébré le plus tôt possible fera tout ce qu'il pourra s'il se sait malade, pour éloigner le médecin d'un diagnostic qui, une fois posé empêcherait l'union qu'il envisage, soit par intérêt, soit par inclination.

Certes, cette objection a son poids, mais quelle est la science qui n'est pas sujette à des erreurs? Quoi qu'il en soit, ces erreurs seront exceptionnelles si l'examen est pratiqué dans de bonnes conditions et par un médecin compétent s'entourant de tous les renseignements qu'il jugera nécessaires.

B) *Le certificat protégera mieux la femme que l'homme*: il en est ainsi aux Etats où la loi n'oblige jamais la femme à se soumettre à un examen médical prématrimonial.

D'ailleurs même dans les pays qui exigent un certificat des personnes des deux sexes, la femme est mieux protégée que l'homme: chez ce dernier l'examen médical peut être plus approfondi que chez la jeune fille dont la sphère génitale ne pourra être explorée qu'avec de grands ménagements.

Cet argument n'a pas grande valeur: dans 17 jeunes ménages dans lesquels l'un des époux avait transmis à l'autre soit du gonococque soit du tréponème, nous avons recherché le coupable. Nous avons pu établir de façon certaine que 11 fois l'homme devait être incriminé, deux fois seulement la femme, dans les 4 derniers ménages nous n'avons pu déterminer par lequel des deux conjoints avait été transmise l'infection.

Puisque c'est l'homme qui, le plus souvent apporte dans le ménage les maladies vénériennes, il est juste

que chez celui-ci l'examen médical soit plus approfondi.

C) *Le certificat prénuptial oblige le médecin à violer le secret professionnel :*

S'il en était ainsi cet argument suffirait, à lui seul, à dresser la plupart des médecins contre une institution qui léserait une des bases intangibles de la profession médicale. »

Il est regrettable que le secret professionnel lie le praticien à un acte répréhensible et coupable, disent les moralistes. Certains pays ont délié les médecins du secret: la Norvège dans sa loi de 1918 a édicté que « les pasteurs de l'Eglise et de l'Etat ne peuvent témoigner sur une confession reçue *que lorsque la loi l'ordonne*. Il en est de même pour les médecins, les sages-femmes et les avocats en ce qui concerne le secret professionnel. » La Norvège oblige donc le médecin à dénoncer un malade atteint d'affections contagieuses.

L'Allemagne par sa loi de 1927 sur les maladies vénériennes autorise le médecin « à révéler qu'un individu est atteint de maladies vénériennes à toute personne qui a un *intérêt hygiénique* justifié, à être renseigné sur la maladie de l'autre. »

En France, certains pensent que, pour l'examen pré-matrimonial, la loi devrait délier les médecins du secret professionnel, mais c'est là une solution qui pourrait donner lieu à des abus ultérieurs, par son extension à différentes lois.

De plus, ce qui est encore beaucoup plus grave, une telle loi ruinerait chez les malades, la confiance en leur médecin; la santé n'y gagnerait pas, car pour établir un diagnostic certain, le praticien doit connaître *tout*

le passé pathologique du sujet. Bien plus, dans certains états psychopathiques, la confiance est un des éléments essentiels de la thérapeutique!

D'autres ont proposé que le médecin choisi par les fiancés, délivre un certificat prénuptial mentionnant les maladies dont ils sont atteints: le médecin traitant, disent-ils, a souvent l'occasion de fournir à ses clients des certificats constatant qu'ils sont porteurs de telle lésion, atteints de telle maladie. On ne considère pas alors qu'il y ait violation du secret professionnel.

Mais dans ces cas-là, le praticien donne une attestation dont le malade est absolument libre de faire ou de ne pas faire usage: dans les certificats que le médecin délivre habituellement, à la suite d'accidents de travail, par exemple, il constate l'existence d'une contusion, d'une fracture, d'une hernie..., mais s'il signalait une de ces maladies que le public qualifie à tort de « honteuses », il y aurait beaucoup de chances que le malade détruise un tel certificat!

Une autre raison, sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure, nous fait rejeter l'hypothèse du libre choix du médecin: c'est la pression qu'exercerait la famille sur son médecin habituel pour obtenir des certificats de complaisance.

Une seule solution nous paraît satisfaisante car elle respecte intégralement le secret professionnel et supprime tous les inconvénients que nous avons vus plus haut: elle consiste à faire pratiquer les examens prénuptiaux non pas, par des médecins librement choisis, mais par des médecins spécialement désignés à cet effet dans chaque arrondissement: ces médecins seraient de

véritables experts, assermentés, qui pourraient délivrer des certificats sans léser le secret professionnel.

En effet, ainsi que le dit le juge Paul Wets, le médecin expert consulté par le pouvoir judiciaire n'est pas lié par le secret professionnel vis-à-vis de la personne examinée; *il doit* ses constatations à l'autorité qui l'a commis, de même en matière d'expertise médicale civile et quel que puisse être le mode adopté quant au choix du médecin, du moment qu'il s'agit de répondre au vœu de la législation, le secret ne lie plus le médecin choisi.

Le seul reproche qu'on puisse faire à cette solution est qu'elle porte atteinte à la liberté individuelle, et que l'obligation de soumettre leurs enfants à l'examen de médecins inconnus n'irait pas sans provoquer de véhémentes protestations de la part des parents.

Mais actuellement les personnes qui ont à subir un examen médical soit pour un contrat d'assurances, soit à la suite d'un accident de travail, les jeunes gens qui passent devant le conseil de révision, les employés qui désirent entrer dans certaines administrations, se prêtent tous de bonne grâce à une investigation pratiquée presque toujours par un médecin qu'ils ne connaissent pas.

États pathologiques constituant une contre indication temporaire ou définitive au mariage

Quelles seront les affections ou les tares qui justifieront un avis médical d'abstention ou d'ajournement?

5 groupes sont à considérer :

- I. — Les maladies contagieuses.
- II. — Les maladies héréditaires.
- III. — Les tares d'origine blastotoxique.
- IV. — Les affections à pronostic grave.
- V. — L'impuissance.

I. — MALADIES CONTAGIEUSES

Ces maladies constituent le groupe le plus important : c'est l'effroyable triade que forment la syphilis, la blennorrhagie et la tuberculose.

A) *La syphilis*

S'il est des maladies qui compromettent le bonheur, la santé et l'avenir d'un foyer, n'est-ce pas d'abord la syphilis?

La Commission de prophylaxie a établi que chaque année, en France, 40.000 avortements sont dus à la syphilis et qu'elle tue par an 20.000 enfants du 6^e mois de la gestation au 3^e jour qui suit la naissance. Au total

60.000 enfants tués par la syphilis des parents! Si on ajoute à ce chiffre 85.000 adultes, on constate que le bilan de la mortalité en France, causée par la syphilis se monte à 140.000 décès!

Quelle responsabilité pour le syphilitique qui ne se soigne pas et qui se marie dans de telles conditions! C'est la misère qu'il installe au foyer avec son infection. La statistique de Fournier montre que sur 572 femmes examinées par lui 82 ont été contaminées par leur mari dans les premiers temps de leur mariage et qui sur 100 syphilitiques mariées, 40 sont stériles.

D'ailleurs, même quand la femme peut encore devenir enceinte: fausses-couches, enfants mis avant terme ou à terme mais qui meurent bientôt, ou s'ils survivent qui resteront toujours des malades et des infirmes: tel est le résultat du mariage d'un syphilitique.

D'après le docteur Bouëssel du Bourg sur 100 enfants de syphilitiques, 40 meurent « in utero », 10 meurent en bas âge; sur les 50 qui restent 25 associent le rachitisme à leur tare et la plupart succombent, enfin les 25 derniers échappent à la mort mais pour mener une vie végétative dans les asiles d'aliénés.

Le professeur Jeanselme fait remarquer que, si les hérédosyphilitiques ne succombent pas toujours directement à cette maladie ils sont souvent emportés par des affections intercurrentes: pneumonies, fièvres éruptives, diphtérie, tuberculose, qui ont toujours prise sur leur organisme débile. Il ajoute que la syphilis dans le mariage c'est:

Dans la famille: maternité déçue, désunion, descendance tarée.

Pour la société: gaspillage du capital, charges que les tarés imposent à la collectivité.

Pour la patrie: affaiblissement de la natalité.

Le médecin qui établira un certificat prénuptial devra donc considérer toute syphilis, non encore complètement guérie comme un obstacle absolu au mariage.

Il en est déjà ainsi en Islande et en Suède où la loi de juin 1902 édicte que « celui qui est atteint d'épilepsie endogène ou d'une maladie vénérienne à la période contagieuse ne pourra contracter mariage. »

B) *La blennorragie*

Si la blennorragie compte à son actif un bilan d'infirmités et de misères moindre que la syphilis, c'est bien à tort que beaucoup la considèrent comme une maladie insignifiante. Le docteur Queyrat cite à ce sujet une observation édifiante:

« Une jeune femme arrive, peu de temps après son mariage, dans la salle des chroniques de l'hôpital Laennec, elle a 25 ans, à la suite d'un rhumatisme blennorragique généralisé, elle est devenue complètement impotente: on est obligé de la faire boire, de la faire manger, elle est admise à la Salpêtrière où elle meurt au bout de deux ans. »

Les méfaits de la blennorragie sont nombreux: le rhumatisme, l'arthrite blennorragique, l'orchite, qui si elle est bilatérale peut entraîner la stérilité définitive. Chez la femme, c'est le gonocoque qui est la principale cause des métrites, des salpingites, pouvant se compliquer de pelvi-péritonites mortelles ou nécessitant la plupart du temps l'intervention chirurgicale.

La blennorragie n'est pas héréditaire c'est certain,

mais elle peut être une cause de cécité chez les enfants si l'on a omis à leur naissance de leur instiller quelques gouttes d'une solution de nitrate d'argent.

En ce qui concerne le certificat prénuptial, il n'est pas douteux que la blennorrhagie ne doit apporter un obstacle absolu et définitif au mariage, mais néanmoins celui-ci doit être ajourné et sa célébration retardée des quelques mois indispensables à la guérison complète du malade.

En Norvège et au Danemark, la loi se place uniquement au point de vue de l'Eugénique et considère que puisque la blennorrhagie n'est pas héréditaire et ne constitue un risque que pour le conjoint, cette maladie n'apporte pas un obstacle au mariage « à condition que les deux contractants aient été avertis oralement par un médecin des dangers que présente une telle maladie. »

C) *La tuberculose*

Rien n'ait été plus discuté que la question du mariage chez les tuberculeux. Il serait absurde d'interdire le mariage à tous les tuberculeux. Une expérience déjà ancienne ayant montré que la cuti-réaction à la tuberculine était positive chez 90 0/0 des adultes des deux sexes. Nous sommes tous plus ou moins porteurs de bacilles tuberculeux.

Mais la tuberculose, si elle reste latente chez maints privilégiés, revêt hélas souvent chez d'autres des formes extrêmement sévères (je veux parler des tuberculoses pleuro-pulmonaires ouvertes avec expectoration bacillifère) qui dans tous les cas doivent être considérées comme étant un obstacle absolu au mariage.

Il y a quelques années le docteur Brandenburg éta-

blissait que la mortalité des enfants de tuberculeux atteignait la proportion de 50 0/0. Maintenant, grâce à la vaccination par le B. C. G. et à la précaution qu'on prend de séparer l'enfant de la mère tuberculeuse, la mortalité est tombée à 14 0/0, mais malgré tout elle est encore notablement plus élevée que chez les enfants normaux chez qui elle n'est que de 6 0/0.

Il y aura d'ailleurs lieu d'établir une distinction très nette entre l'homme et la femme tuberculeux. Chez le premier la guérison clinique et définitive peut s'installer pour toutes les formes et ainsi que le disait le professeur Letulle « tout homme tuberculeux fermé, guéri, peut trouver à sa disposition le temps, les moyens de procréer à loisir des enfants et ceux-ci bien portants ne seront en aucune façon marqués du sceau de la bacillose. »

Chez la jeune fille, au contraire, il faudra se montrer beaucoup plus circonspect pour lui autoriser le mariage. En effet, chez la femme, c'est la grossesse possible et chacun sait que la grossesse la plus normale fait courir à une bacillaire, guérie en apparence des dangers terribles: il est maintenant bien établi que très souvent la grossesse réveille une tuberculose endormie.

Le professeur Landouzy, au Congrès de Bruxelles, n'a-t-il pas dit: « Je suis craintif et circonspect vis-à-vis du mariage des jeunes filles tuberculeuses, les mères de demain. Il y a danger non seulement pour le mari, mais pour l'épousée, la maternité, l'accouchement, l'allaitement seraient de lourdes charges pour la malade qui, trop souvent succombera à sa tâche. Il y a danger pour son enfant car la « poitrinaire » est menacée de le procréer dystrophique.

On peut déduire de tout cela que le médecin devra s'opposer au mariage de tout tuberculeux « ouvert » avec crachats bacillifères. Dans les tuberculoses fermées, guéries en apparence, s'il est assez coulant pour le jeune homme, il sera très sévère pour la jeune fille qui court beaucoup plus de risques. Enfin dans les tuberculoses locales guéries il pourra toujours donner son consentement au mariage.

II. — MALADIES HÉRÉDITAIRES

Parmi ces maladies il faut citer surtout les maladies mentales ou nerveuses constitutionnelles, la débilité d'esprit, la surdimutité, l'épilepsie. Enfin le cancer dont le caractère héréditaire peut être soupçonné.

A) *Maladies mentales et nerveuses*

Le docteur Heuyer, dans une de ses conférences faites au Musée social, a dit : « Les conditions de santé à envisager au point de vue du mariage dans les maladies mentales et nerveuses et dans les intoxications sont assez difficiles à fixer car nous avons encore peu de précisions scientifiquement certaines, dans l'hérédité des maladies nerveuses et mentales. »

L'hérédité similaire des maladies mentales, si elle est indiscutable pour certaines tares, telles que la maladie de Friedreich, l'amyotrophie du type Charcot-Marie, la chorée de Huntington, etc..., est fort contestée dans l'épilepsie, le tabès, la paralysie générale.

L'hérédité similaire est beaucoup plus fréquente dans les maladies mentales proprement dites. Wimmer assure que la psychose maniaco-dépressive est une affection

mentale héréditaire de façon nettement homologue et directe. Or cette affection est une des maladies mentales les plus fréquentes et une des réactions de la mélancolie est le suicide. Ce n'est certes pas la tendance au suicide qui se transmet d'une génération à l'autre, mais la mélancolie.

Pour la démence précoce et tous les états schizoïdes, l'hérédité est similitaire et directe, ainsi que l'enseigne le professeur Claude. Il en est de même pour les perversions instinctives dont l'hérédité est nette: nous avons pu établir en interrogeant des enfants à la maison de correction de Fresnes que dans plus de 30 0/0 des cas, on relève des antécédents criminels chez les parents.

En Amérique, d'ailleurs, l'état d'Indiana avait, dès 1907, édicté la loi suivante: « Considérant que l'hérédité joue un rôle très important dans la transmission de la criminalité, le Congrès a décidé qu'il sera obligatoirement enjoint aux Etablissements de l'Etat, chargés de la garde des criminels incorrigibles, des imbéciles, des aliénés, d'adjoindre à leur administration, outre le médecin de l'établissement, deux chirurgiens expérimentés, au cas où les experts et le conseil jugeraient qu'il ne convient pas aux individus examinés, de procréer et s'il n'existe aucune probabilité en faveur de l'amélioration mentale de ces individus, les chirurgiens seront autorisés à pratiquer, pour rendre inféconds ces divers individus, telle opération qu'ils estimeront la plus sûre et la plus effective. » Dès 1908, 300 castrations furent exécutées. La Suisse a discuté la même loi et la même année on castra 4 internés à l'asile de Will.

Pour les maladies nerveuses à hérédité dissemblable, cette dernière est assez difficile à fixer: il existe indu-

bitablement des familles de « nerveux » qui manifestent des troubles en apparence différents: dépressions mélancoliques, doutes, obsessions. C'est tout le problème des constitutions psychiques morbides qui se pose et sur les termes duquel les psychiatres sont loin d'être d'accord.

Les conditions à envisager au point de vue matrimonial dans les maladies nerveuses et mentales sont donc très imprécises. Néanmoins dans les cas où l'hérédité est hors de doute, le mariage ne pourra être permis: c'est le cas de la majeure partie des maladies nerveuses à hérédité similaire.

On devrait aussi interdire le mariage dans les perversions instinctives qui, comme nous l'avons vu, sont héréditaires et transmissibles, mais elles sont souvent très difficiles à mettre en évidence.

Quant aux maladies nerveuses et mentales à hérédité dissemblable, il y aura lieu de prévenir les conjoints des dangers que court leur descendance, sans qu'elles puissent toutefois constituer un obstacle au mariage.

B) *Le cancer*

En ce qui concerne le cancer, les opinions sont très partagées. Plusieurs auteurs en font une maladie familiale, d'autres le disent contagieux, d'autres enfin lui attribuent une origine parasitaire. Pour le docteur Apert, le cancer est une maladie familiale discontinue, il ne considère pas le cancer comme une maladie, mais comme un ensemble de maladies bien distinctes, s'héritant tout à fait indépendamment.

Il se base sur les expériences de Mlle Slye qui est arrivée à prouver que, chez les souris, le cancer est

héréditaire, mais seulement au cas où les deux conjoints sont atteints d'un cancer de même origine cellulaire.

Mais les expériences de contrôle n'ont pas encore confirmé ces résultats et la plupart des auteurs restent d'avis que le rôle de l'hérédité pour le cancer ne semble pas démontré.

Cette maladie ne paraît donc pas, jusqu'à présent, devoir être un empêchement de mariage.

III. — LES TARES CONSTITUTIONNELLES D'ORIGINE BLASTOTOXIQUE

Les tares constitutionnelles d'origine blastotoxique, c'est-à-dire qui résultent de l'altération des cellules embryonnaires sous l'influence de l'état de maladie ou d'intoxication des parents au moment de la conception, ont jusqu'ici été très peu étudiées.

On est cependant arrivé à établir que ces tares ne se transmettent pas à la descendance et qu'elles peuvent être en général sensiblement améliorées par une thérapeutique appropriée.

L'imprégnation toxique des cellules germinales est due la plupart du temps à l'alcoolisme aigu ou chronique et aux diverses toxicomanies. La blastotoxie résulte également des infections microbiennes, surtout à la période de convalescence.

Les tares d'origine blastotoxique, qui ne sont pas héréditaires ne peuvent apporter un obstacle au mariage que si l'individu est atteint de malformations ou d'affections reconnues incurables.

IV. — LES AFFECTIONS A PRONOSTIC GRAVE

Parmi ces affections il faut distinguer celles qui sont destinées à évoluer rapidement vers la mort : déficiences cardiaques, maladies graves du foie, des reins, etc..., et celles qui, chez la femme sont susceptibles d'exposer cette dernière à de graves dangers, en cas de grossesse : affections cardiaques mal compensées, insuffisances rénale ou hépatique, enfin toutes les causes de dystocies.

Il nous semble que ces affections ne peuvent apporter un obstacle absolu au mariage : la plupart ne retentissant pas sur la descendance. Mais il y aurait lieu, toutefois, d'avertir les fiancés de la gravité de leur état et surtout des gros dangers que pourrait faire courir à la femme une grossesse éventuelle.

L'alcoolisme

L'alcoolique est aussi fœticide et infanticide que peut l'être un homme infecté, dit le docteur Cazalis. Je ne peux m'empêcher de reproduire ici l'observation de M. Legrain, citée par Mme Biarreau : sur 100 enfants d'alcooliques, M. Legrain a pu relever 30 buveurs, 50 débiles mentaux, 10 criminels, 20 épileptiques, 22 aliénés, 14 tuberculeux !

Il ne faut pas se dissimuler que parfois l'alcoolisme est assez difficile à mettre en évidence. Néanmoins dans tous les cas d'alcoolisme invétéré, le médecin devra ajourner le mariage jusqu'à désaccoutumance complète, si celle-ci ne peut être obtenue il interdira formellement toute union.

V. — L'IMPUISSANCE

Dans l'Ancien droit, l'impuissance était une cause d'empêchement de mariage. Si celui-ci avait été célébré, c'était une cause d'annulation.

Cette loi, si elle subsistait encore empêcherait bien des divorces et éviterait bien des déceptions à « ceux qui voient dans le mariage plus que l'Amour et qui en espèrent l'Enfant. » (1)

Mais cette recherche de l'impuissance chez les futurs conjoints est une tâche des plus délicates pour le médecin. Si dans certains cas elle est facile à constater, dans d'autres, beaucoup plus nombreux, elle ne peut être révélée que par une investigation très complète qui se heurte souvent aux principes religieux. En juillet 1929, le pape a interdit la spermoculture par la condamnation suivante :

« Utrum licita sit masturbatio directe procurata ut obtineatur sperma, quo contagiosus morbus, blennorrhagia scientificè delegatur et quantum fieri potest curetur... Cardinales inquisitores respondendum esse censuerunt negative... et Pp XI hanc resolutionem approbavit. »

Avec les Eugénistes nous croyons que l'impuissance ne peut être un empêchement au mariage. Mais dans les cas où elle est évidente et où elle ne peut être mise en doute (malformations congénitales, femmes hystérectomisées...), le fiancé impuissant devrait être contraint de prévenir l'autre futur conjoint de l'infirmité dont il est atteint.

(1) Laure Biardéau : Le certificat prénuptial.

TROISIÈME PARTIE

**Étude critique de la question du certificat prénuptial
en France**

Trois systèmes s'offrent à nous pour réaliser l'examen médical avant le mariage.

I) Faire une active propagande, comme cela existe en Allemagne, en Belgique, dans les Pays-Bas, en Tchécoslovaquie, par des conférences, des affiches, des tracts remis aux fiancés au moment de la publication des bans, les prévenant des dangers qu'ils courent en se mariant avec une personne atteinte de certaines maladies.

Les docteurs Apert et Vignes conseillent de répandre l'idée d'un examen méthodique et complet en vue du mariage. Le professeur Jeanselme trouve que « nous ne sommes pas mûrs pour accepter l'obligation du certificat prénuptial » et qu'il faut d'abord faire pénétrer dans toutes les classes sociales l'idée qu'un examen médical prématrimonial est utile et même nécessaire.

Mais, pour nous, c'est en somme le « statu quo », car depuis plusieurs années de nombreuses conférences ont été faites, des pièces de théâtre telles que « *les Avariés* » de Brieux, « *le Baiser qui tue* » de Loïc le Gouriarec, des films de cinéma comme « *Le droit d'aimer* », enfin des consultations gratuites qui fonctionnent depuis plus d'un an, ont dû contribuer dans une large mesure à l'éducation du public.

Mais si l'éducation est un excellent moyen, recon-

naissions qu'il est très loin d'être suffisant, comme le dit le docteur Witas « l'éducation ne fera naître l'habitude de l'examen médical avant le mariage que dans un temps très lointain. »

A côté des ignorants, il y en aura toujours *qui ne voudront pas savoir* ou qui, par négligence, ne liront même pas les tracts qui leur seront distribués au moment de la publication des bans. C'est pourquoi le professeur Pinard, tout en restant très partisan du système éducatif, avait proposé de rendre le certificat pré-nuptial obligatoire.

Certes l'éducation du peuple, très utile, ne devra pas être abandonnée, mais intensifiée. Malgré cela, nous n'avons plus le temps d'attendre maintenant les résultats éloignés de l'éducation et nous pensons, avec le docteur Sicard de Plauzolles que ce n'est pas aux mœurs de faire la loi qui nous intéresse, mais à la loi de faire passer la mesure qu'elle instituera, dans les mœurs.

Quelle sera cette loi? Devra-t-elle s'inspirer du système scandinave ou du système américain?

II. — *Le système scandinave* établit que chacun des fiancés doit jurer sur son honneur qu'il n'est pas atteint de certaines affections, toute fausse déclaration étant sévèrement punie.

Préconisé par la Société française d'Eugénique, le système scandinave a le gros avantage d'être moins brutal que le système américain, il laisse toute leur liberté aux deux conjoints. Le projet de M. Duval-Arnauld s'en était inspiré, il demandait aux futurs époux:

« 1^o de fournir une attestation d'un médecin, datée de 3 jours au plus, constatant que ce médecin a exa-

miné le fiancé en vue du mariage et lui a délivré un certificat donnant le résultat de son examen.

« 2^o l'attestation, signée de l'autre partie, qu'elle a eu communication du certificat prévu au paragraphe précédent. »

Cependant ce projet est encore insuffisant, croyons-nous, car, ainsi que le fait judicieusement remarquer Mme Laure Biarreau, dans les états scandinaves « on est assujetti aux lois de l'hygiène depuis avant que l'on ait en France seulement parlé hygiène ! Dans ces pays, même sans la loi, un fiancé ne se marierait certainement pas sans avoir au préalable, consulté un médecin.

En France, le principe même du certificat pré-nuptial est encore discuté et la population n'a pas suffisamment approfondi la question : c'est pourquoi le système américain nous semble préférable.

III. — *Le système américain* qui exige un certificat médical de tout homme contractant mariage a été préconisé par le professeur Pinard en 1926, dans son projet de loi.

MAIS QUEL SERA CE CERTIFICAT ?

1^o *Par quels médecins sera-t-il délivré ?* Doit-on laisser aux candidats le libre choix du médecin ou est-il nécessaire de créer des médecins spécialisés dans cette sorte d'examen ? Les avis sont très partagés, chacune de ces solutions a ses avantages et ses inconvénients.

Le docteur Apert est un partisan résolu du libre choix du médecin, le médecin de famille est le plus qualifié pour donner des conseils judicieux, car lui seul

connaît tout le passé pathologique et l'hérédité des fiancés.

Certes la protection la plus efficace serait réalisée par la consultation des médecins habituels des deux familles, qui, eux connaissent à fond le terrain familial. Mais actuellement le médecin de famille n'existe plus ou tend à disparaître devant le spécialiste. D'autre part, si le médecin habituel de la famille rédige le certificat prénuptial, la question du secret professionnel va se poser, et, comme nous l'avons déjà dit, si la loi délègue le médecin du secret, le malade ne se confiera plus aussi librement et la santé n'y gagnera pas.

C'est l'avis du professeur Jeanselme qui trouve que la situation même du médecin de famille ne lui permet pas de rédiger le certificat et plus d'un médecin consciencieux refuserait de procéder à l'examen prénuptial qui le mettrait souvent dans des situations fort délicates. D'ailleurs le fiancé consultera jusqu'à ce qu'il ait trouvé un médecin qui voudût bien signer le certificat exigé, et il en trouvera un, car malheureusement il existe encore des médecins « marrons ».

Un ordre des médecins dont on a proposé la création, en prononçant des peines sévères contre les médecins marrons arriverait sans doute à corriger ces derniers. Actuellement les Syndicats médicaux ont essayé d'empêcher l'action des médecins marrons, mais l'adhésion au Syndicat n'est pas obligatoire!

En somme les nombreux inconvénients qu'entraîne le libre choix du médecin, suffisent à le faire condamner.

La création de médecins spécialisés, préalablement assermentés, assurant dans chaque canton le service des examens prénuptiaux supprime tous les inconvé-

nients que nous avons cités à propos du libre choix du médecin.

Ce médecin spécialisé étant un expert, la question du secret professionnel n'existe plus, d'ailleurs le certificat se bornerait à un permis, un ajournement ou un refus de mariage, sans préciser les motifs de cette décision. Il y aurait lieu d'envisager également la création d'une juridiction d'appel au cas où le fiancé contesterait la décision du médecin qui l'a examiné en premier ressort.

On a reproché à l'examen obligatoire, effectué par un médecin spécialement désigné, de porter une fâcheuse atteinte à la liberté individuelle. Mais, nous l'avons déjà dit, la liberté n'aurait pas plus à souffrir de l'examen prématrimonial que des examens pratiqués pour le conseil de révision ou pour l'établissement des contrats d'assurances, par des médecins complètement inconnus.

Enfin à ceux qui prétendent que l'état de nos finances ne permet pas la création de postes de médecins spécialisés, nous répondrons qu'ils grèveraient beaucoup moins le budget que ne le font les hôpitaux pour soigner les innombrables victimes de la maladie dans le mariage.

Les honoraires des médecins experts doivent être taxés et payés par l'Etat; en aucun cas ils ne pourront être à la charge des fiancés, pas plus que toutes les autres formalités du mariage.

2^o *Quelles maladies devront être visées par les certificats prénuptiaux?* Nous en avons dressé la liste tout à l'heure. Ce sont:

1^o les maladies héréditaires (tares psychopathiques) et l'épilepsie.

2^o les tares d'origine blastotoxique.

3^o les maladies graves et les affections contagieuses.

Il est irrationnel et insuffisant de n'interdire le mariage qu'en cas de syphilis, ainsi que le font les lois scandinaves. La tuberculose avancée, les maladies mentales et toutes les tares physiques et mentales qui peuvent se transmettre à la descendance doivent être considérées comme un empêchement absolu au mariage.

Pour l'impuissance et l'alcoolisme invétéré, il est beaucoup plus délicat de porter un diagnostic affirmatif certain et on ne pourra s'opposer au mariage que dans les cas absolument indubitables.

3^o *Le certificat prénuptial sera-t-il exigé seulement de l'homme ou des deux futurs conjoints?* Dans sa proposition de loi, le professeur Pinard dit que « *tout citoyen français* » devra se soumettre à l'examen prénuptial. De ce fait la femme, et les étrangers en sont dispensés. Aux Etats-Unis, les lois prématrimoniales ne s'appliquent pas aux femmes. Cependant, bien que cela soit relativement plus rare, la femme, tout comme l'homme peut être malade et ce dernier n'a alors aucune garantie. D'autre part, pourquoi les étrangers qui épouseraient des françaises ne seraient-ils pas obligés de fournir un certificat prénuptial?

Nous croyons, avec le professeur Jeanselme qu'une mesure prophylactique, telle qu'un examen prématrimonial, doit, pour avoir toute l'efficacité désirable *être imposé à tous: hommes, femmes et étrangers*. Il en est ainsi dans les pays scandinaves.

4° *À quel moment délivrera-t-on le certificat prénuptial?* Le professeur Pinard demande, dans sa proposition de loi qu'il sait daté de la veille. D'autre part, certaines lois étrangères veulent qu'il soit fait un mois avant le mariage. Ces divergences résultent du point de vue auquel on se place: si le législateur se place uniquement au point de vue de l'Eugénique, il admet un délai relativement long; si au contraire, il cherche surtout à éviter la contamination vénérienne ou les maladies contagieuses, le délai doit être très court.

Comment résoudre ce problème?

Le certificat précédant de peu le mariage offre peut-être plus de garanties, mais en cas de syphilis sans stigmates ou d'une tuberculose douteuse, il faut faire un Wassermann ou une radiographie et on ne peut procéder à tous ces examens la veille du mariage. D'autre part une rupture à la veille du mariage provoque toujours un gros scandale.

Le certificat établi un mois à l'avance ne protégera plus contre les « surprises du dangereux enterrement de la vie de garçon. »

Pour avoir le maximum de garanties il serait indispensable que l'examen médical approfondi ait lieu au moment des fiançailles, ainsi la décision médicale peut-être prise en toute indépendance et en dehors de la pression des événements et du temps. Le médecin peut aussi s'entourer de l'avis de spécialistes si son diagnostic est douteux.

Quelques jours avant le mariage il devrait être pratiqué un second examen, plus rapide celui-là, destiné à s'assurer si le jeune homme n'a pas contracté de maladies vénériennes depuis le premier examen. La femme ne serait pas contrainte à subir ce deuxième examen.

5° *Y aura-t-il des sanctions contre ceux qui violeront la loi imposant le certificat prénuptial?* Le professeur Pinard n'a pas prévu de sanctions dans sa proposition de loi. Le professeur Jeanselme et le docteur Apert en réclament. Il faut en effet des sanctions civiles et pénales contre ceux qui se déroberaient à l'obligation du certificat prénuptial. Aussi bien que contre les médecins qui délivreraient des certificats de complaisance.

Jusqu'à présent, en France, aucune sanction n'est prévue en cas de contamination syphilitique. Néanmoins la pratique des Parquets réprime cette contamination en la rangeant sous l'étiquette « coups et blessures » ce qui permet d'appliquer les articles 309, 310 et 320 du Code pénal. Il serait préférable d'ajouter au Code pénal un article punissant directement la contamination dans le mariage et hors mariage.

CONCLUSIONS

I. — *Dès à présent* pour faire entrer dans les mœurs l'examen médical prénuptial il conviendrait de:

1^o Compléter l'éducation du public, par des affiches, des tracts remis aux fiancés lors de la publication des bans.

2^o Créer partout des consultations prénuptiales gratuites.

3^o Rendre obligatoire, en l'adaptant à l'âge des élèves, l'éducation sexuelle dans les écoles et les lycées.

II. — *Une loi* seulement permettra de donner aux mesures envisagées toute leur haute portée sociale en permettant d'autre part d'en préciser les circonstances d'application.

1^o Certificat obligatoire pour les deux futurs époux.

2^o Le diagnostic ne devra en aucun cas figurer sur ce certificat qui doit constituer uniquement une pièce officielle permettant ou non le mariage.

3^o Gratuité du certificat.

4^o Délivrance du certificat par des médecins spécialement désignés à cet effet.

5^o Les fiancés qui se déroberaient à l'obligation de l'examen médical prénuptial seraient l'objet des sanctions sévères ainsi que les médecins qui auraient des certificats de complaisance.

Vu : *Le Président de Thèse,*
BALTHAZARD.

Vu : *Le Doyen :*
BALTHAZARD.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

Alliance d'Hygiène sociale, Congrès de Rouen, 1922.

APERT. — *L'hérédité morbide*. Paris, Flammarion, 1919.

APERT, RICHET et SCHREIBER. — *Eugénique et Sélection*. Paris, Alcan, 1922.

ANQUETIL (Georges). — *La sélection humaine et le haras humain*. (La Race et les Mœurs, n° 1).

AUBERT. — *Tuberculose et mariage*, 1908. Bordeaux, Cadoret, impr.

BAZET. — *Lutte mondiale contre le péril vénérien*, Bruxelles.

BENOIST (Céline). — *Une consultation de prophylaxie prénatale*.

BIARDEAU (Laure). — *Le certificat prénuptial : étude de droit et de législation*. Paris, 1931. Le mouvement sanitaire.

BORÛ. — *La syphilis au point de vue physique et physiologique*, 1923. Paris, Alcan.

BOUESSEL DU BRUG. — *De la nécessité du certificat médical prénuptial*. Paris, Maloine. Thèse de 1927.

- BRANDENBURG. — *Du certificat d'aptitude au mariage.*
Thèse de Paris, 1926.
- BROCO. — *La question du mariage des syphilitiques*
(Bulletin médical, 21 et 25 février 1914).
- BARDUZZI. — *Sul certificato sanitario prematrimoniale*
(Rassegna di studi sess., III, 1923, p. 44).
- BRIEUX. — *Les Avariés.* Stok, éd., 1902.
- CABANIS. — *La science et le mariage*, p. 136 et suiv.
- CALLARI. — *Infection blennorragique et mariage*, 1900.
- CAZALIS. — *Science et mariage.* Paris, Oct. Doin, 1900.
- COUVELAIRE. — *Le mariage des syphilitiques confirmés*
(Conférence de la clinique Baudelocque, mai 1923).
- CAYREL. — *La visite médicale prématrimoniale.* Paris-Méd., LVII, 1925.
- CRÉTINON. — *Comment se pose le problème de l'Eugénique.* Lyon-Lumière, 1928.
- DARDANNE. — *Prophylaxie de la blennorragie.* Th. Paris, 1924.
- DAYRAS. — *Prophylaxie individuelle et sociale.* Th. 1925.
- FOURNIER. — *Syphilis et mariage.* Paris, Masson, 1880.
- FODERÉ. — *Traité de médecine légale et d'Hygiène publique.*
- FRED S. HALL. — *Medical certification for marriage* (New-York Runel sage fondation, 1925).

- GOUGEROT. — *Le certificat médical de mariage* (Congrès international d'Hygiène sociale). Paris, 1913.
- GOVAERTS. — *La pratique de l'examen médical avant le mariage en Belgique*. Paris, Flammarion, 1927.
- HASCOVECK. — *Pourquoi nous devons exiger le certificat prématrimonial*. (Congrès international d'Hygiène sociale). Paris, 1923.
- HEATH. — *State superimen of marriage* (J. Amer. Med. Assos), 1902.
- HEUYER. — *Conditions de santé à envisager au point de vue du mariage dans les maladies mentales et nerveuses*. (Conférence faite au Musée Social le 7 mai 1926).
- JORDAN. — *Le crtificat médical prénuptial*, 1926. Certificat en enseignement prénuptial, 1928 (dans *Pau la Vie*).
- JEANSELME. — *La syphilis, son aspect pathologique et social*. Gauthier-Villars, éd., 1925.
- LELONG. — *L'enfant issu de parents tuberculeux*. Thèse, Paris, 1925.
- LEREDDE. — *La syphilis héréditaire*. Malcine, Paris, 1925.
- LETULLE. — *Tuberculose et mariage* (Conférence faite au Musée social le 14 mai 1926).
- LUCAS. — *Traité philosphique et physiologique de l'hérédité naturelle*.
- LUGON. — *Mariage et tuberculose*. Thèse, 1913.

- MAGNAN et FILASSIER. — *Congrès d'Eugénique de Londres*, 1912.
- MARTINEZ. — *Organisation de la lutte contre la syphilis*. Thèse, 1927.
- MIQUEL. — *L'impuissance et le mariage hier et aujourd'hui*, 1927. Paris, Le Français.
- MANTEAU. — *Déclaration obligatoire de la tuberculose*. Thèse, 1918.
- NISOT. — *Stérilisation des anormaux* (la Française, 18 mai 1929).
- NICOLLET. — *Rapport à la Chambre*. Session extr. 1927, n° 5172.
- PINARD. — *Des garanties sanitaires du mariage* (Revue pratique d'obstétrique et de Pédiatrie, XVI, 1903, p. 289).
- QUEYRAT. — *Les maladies vénériennes et le mariage* (Conférence faite au Musée social le 7 mai 1926).
- SICARD DE PLAUZOLLES. — *Principes d'hygiène sociale* (Ed. méd., 1927).
- SAND. — *Société belge d'Eugénique* (CroixRouge belge).
- SCHREIBER. — *Certificat d'aptitude au mariage en Norvège* (Presse Médicale, oct. 1925).
- *L'examen pré-nuptial* (La Race et les Mœurs, n° 3, p. 13).
- TALBOT. — *Degeneracy and marriage* (Alienist. neurol., XX, 1899).

TECOND. — *Tuberculose conjugale* (Paris Médical, février 1925).

VAN DER VELDE. — *Aerztliche Untersuchungen auf heiratsfähigkeit* (Zentr. f. Gynak., L. 1926).

VIGNES. — *Certificat de mariage* (Conférence au Musée social).

WETS (P.). — *Société belge d'Eugénique*, 1926.

— *The worlds heath*, août 1925.

WEILL-PICARD. — *Contribution à l'étude de la dépopulation. Centres de puériculture.*

WITAS. — *L'Algérie médicale* (novembre 1927).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER	
Historique	14
CHAPITRE II	
LE CERTIFICAT PRÉNUPTIAL A L'ÉTRANGER.....	19
Première partie	
<i>Législations sur l'examen prénuptial.</i>	
Pays scandinaves.....	19
Etats-Unis	21
Turquie	25
Deuxième partie	
<i>Les projets de lois dans les différents pays d'Europe.....</i>	25

CHAPITRE III

L'EXAMEN PRÉNUPTIAL EN FRANCE

Première partie

Objections au certificat prénuptial.

Objections d'ordre social.....	32
Objections d'ordre sentimental.....	35
Objections d'ordre médical.....	36

Deuxième partie

Etats pathologiques constituant une contre-indication temporaire ou définitive au mariage.

I. — Maladies contagieuses.....	41
Syphilis	41
Blennorrhagie	43
Tuberculose	
II. — Maladies héréditaires.....	46
Maladies mentales et nerveuses.....	46
Cancer	48
III. — Tares blastatoxiques.....	49
IV. — Affections à pronostic grave.....	50
L'alcoolisme	50
V. — L'impuissance	51

Troisième partie

<i>Etude critique de la question du certificat prénuptial en</i>	
<i>France</i>	52
Quel sera ce certificat.....	54
Par quels médecins sera-t-il délivré.....	54
Quelles maladies devra-t-il viser.....	56
Sera-t-il exigé seulement de l'homme.....	57
A quel moment sera-t-il délivré.....	58
Y aura-t-il des sanctions.....	59
CONCLUSIONS	61
BIBLIOGRAPHIE	63

